

Conseil des Etats

Mauro Poggia (MCG/GE): «Prouver que notre canton est un partenaire fiable»

Mauro Poggia, élu au Conseil National en 2011, avait quitté Berne deux ans plus tard pour revêtir l'habit de conseiller d'Etat genevois. Il a effectué une trajectoire exécutive que même ses adversaires s'accordent à juger constructive, puis a réintégré les bancs du Grand Conseil. Il brigue aujourd'hui l'un des sièges genevois au Conseil des Etats et se présente également au National, sous l'étiquette du Mouvement citoyens genevois.

- Quelle a été votre motivation à passer de votre activité politique cantonale à une mission fédérale?

- Avant toute chose, il s'agissait pour moi de décider si je sollicitais un nouveau mandat de cinq ans, sachant que la première législature (2013-2018) avait été menée avec un département conséquent (Santé-social-emploi), et que la seconde (2018-2023) avait été jonchée de crises dont celle de la Covid-19, traversée avec des politiques publiques systématiquement au front (Santé-sécurité-emploi). Après cela, je me suis dit qu'il était judicieux de ralentir le rythme, et, cela étant, il était impensable pour moi de rester dans cette fonction qui demande bien davantage qu'un plein temps. L'envie de servir l'intérêt public n'est pas pour autant passée, et contrairement à ce que certains pensent, passer du Conseil d'Etat au Grand Conseil n'est pas une régression, bien au contraire. A cela s'ajoute le plaisir de travailler sur le terrain avec mes compagnons de parti, et mettre à profit l'expérience acquise. Mais il est vrai que de nombreuses décisions de principe pour notre avenir sont prises à Berne, et je n'ai pas le sentiment que Genève se fasse correctement entendre, notamment dans les domaines des assurances sociales, de la santé et des transports. Parallèlement à mon activité professionnelle (avocat et consultant), il y a de la place pour ce nouveau défi.

- Vos anciennes fonctions sont-elles atout ou un handicap pour une élection?

- Tout dépend évidemment de l'impression que l'on laisse en quittant le gouvernement. En ce qui me concerne, j'ai plutôt l'impression que l'on retient l'image d'un homme travailleur et de bonne volonté, qui a essayé, et heureusement souvent réussi, à imposer des solutions pragmatiques de bon sens. Mais on ne fait évidemment jamais l'unanimité, sachant que la politique c'est d'abord choisir qui l'on va fâcher. Ma fonction m'a par ailleurs apporté une expérience essentielle, tant sur les matières traitées que sur la manière de rechercher un consen-

sus. J'ai eu la chance de bénéficier de dix années de formation continue, avec des collaboratrices et collaborateurs de haut niveau.

- Votre formation politique est peu connue hors de Genève et ne dispose actuellement d'aucun élu. En cas d'élection, ne craignez-vous pas d'être isolé?

- En 2011, lorsque j'ai été élu au Conseil National, je n'avais pas une expérience gouvernementale, et j'ai donc siégé en indépendant, tout en déposant de nombreux textes législatifs. En 2013, Roger Golay qui m'a succédé, a rejoint le groupe UDC. En cas d'élection en octobre, les parlementaires MCG trouveront un groupe pour exprimer leur voix. Pour ma part, si je suis élu au Conseil des Etats, avec le soutien d'une Alliance de droite à Genève, je suis convaincu que je pourrai rejoindre un groupe politique, et les discussions, qui restent évidemment ouvertes à ce stade, me confortent dans cette conviction.

- Quelles seront vos priorités en cas d'élection au National ou aux Etats? Seront-elles les mêmes dans les deux cas?

- Au Conseil des Etats, ma préoccupation sera de porter celles de Genève et de ses habitants. Dans le domaine du pouvoir d'achat bien sûr, dont les primes maladie et les retraites jouent un rôle central, mais aussi de la mobilité, avec le renforcement du rail et de l'autoroute qui nous relie au reste de la Suisse. L'approvisionnement énergétique, et notre indépendance par rapport à l'étranger, sont aussi importants, tout comme la nécessité d'assumer notre rôle dans la lutte contre le changement climatique. Sans oublier la neutralité de la Suisse, sans laquelle il n'y a pas de Genève internationale ni de droit humanitaire, ce que certains oublient.

- Quelle est à votre avis l'image de Genève à Berne? Que proposez-vous pour promouvoir votre canton?

- Genève doit constamment lutter contre une image négative qu'aiment cultiver certains de



FRESHFOCUS

Mauro Poggia: «Il faut rester mobilisés et rappeler aux électeurs que notre mouvement mérite le respect».

nos compatriotes, prompts à oublier que nous sommes le seul canton romand contributeur dans la péréquation intercantonale. Il faut le leur rappeler, sans arrogance, et surtout prouver, par notre travail sérieux et cohérent, que notre canton est un partenaire fiable et incontournable de la construction de la Suisse de demain.

- Etes-vous confiant dans le score de votre mouvement et dans le vôtre?

Une élection n'est jamais une opération rationnelle, et la confiance tue l'efficacité. Il faut rester mobilisés et rappeler aux électeurs que notre mouvement mérite le respect, par le regard critique qu'il a su amener à Genève, et qu'il apportera à Berne, au-delà des clivages politiques traditionnels. L'avenir nous dira si le message est passé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT NAVILLE